

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article1054>

LKP : Naissance du Bureau d'Etudes Ouvrières (BEO) !

- Dossier spécial LKP - Accords -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : dimanche 16 août 2009

Mis à jour le : dimanche 16 août 2009

UGTG.org

I - PRESENTATION DU BUREAU D'ETUDES OUVRIERES PAR Alain Plaisir [1] :

Les points 13 à 22 de l'accord général de fin de conflit du 4 mars 2009 prévoyaient l'ouverture de négociations sur une liste 100 familles de produits de première nécessité, c'est-à-dire sur environ 250 articles pour les grandes surfaces et 100 articles pour les discount (Ecomax, Leader-Price, Super-U, Boiripeau). Les négociations ont été menées à bien et les prix ont effectivement baissé sur ces articles. Ils vont encore baisser (normalement !) dans quelques jours avec la rentrée effective des baisses d'octroi de mer. Nous avons également négocié avec les grossistes pour permettre une baisse des prix dans les petits commerces. Il est important de le préciser dans la mesure où de nombreux guadeloupais se laissent abuser par une manipulation des forces dominantes faisant croire que le LKP aurait eu mandat pour négocier une baisse générale des prix et qu'il était responsable des hausses abusives constatées sur d'autres produits.

Cette manipulation se fait avec la complicité objective de la Région qui ne communique pas sur les baisses de d'octroi de mer qu'il a dû consentir sur plusieurs centaines d'articles d'importation, ne dit rien sur ce qu'il compte faire pour s'assurer que la grande distribution récupère ces baisses.

Il n'est pas inutile non plus, de rappeler qu'avant le conflit de janvier, février et mars 2009, les prix des produits alimentaires avaient explosé, non seulement en Guadeloupe, mais également dans de nombreux pays, provoquant ici ou là des émeutes de la faim.

Le grand mérite du LKP est d'avoir mis le problème de la baisse des prix au centre de ses préoccupations et d'avoir mis à nu le mécanisme opaque de la formation des prix, d'une fiscalité injuste et les profits des banques et autres importateurs.

Mais le LKP n'a jamais été dupe, ni naïf, pour croire qu'il suffisait d'une grève, pour obliger les capitalistes à rogner de bonnes grâces sur leurs profits.

L'effort sera long et difficile pour corriger les abus les plus flagrants. Jusqu'à ce jour, les services officiels de l'Etat semblent incapables, ou ne veulent pas faire la transparence sur les prix. Ainsi la dernière enquête de comparaison spatiale menée par l'INSEE date de 1992. On apprend que le niveau général des prix de détail en Guadeloupe serait seulement supérieur de 10% au niveau de la France. Cela paraît aberrant par rapport au ressenti des ménages et à la réalité des chiffres. En effet, lors des négociations, nous avons constaté que la plupart des produits alimentaires était supérieur à 20% et de nombreux autres supérieurs à 50% par rapport à leurs homologues de France.

D'autre part les fonctionnaires de la Concurrence, Consommation et Répression des Fraudes, ne sont pas suffisamment nombreux (une quarantaine pour tout l'archipel) et ne disposent pas des moyens juridiques (les prix sont libres, depuis 1987) pour sanctionner les fraudeurs et les profiteurs.

D'où l'idée de disposer nous-mêmes, de notre propre organisme (**bien en nous**) de recherche et de statistiques et de brigades ouvrières, pour vérifier et faire primer les abus. (Ententes illicites, publicité frauduleuse, date de perception, vérification de la récupération des baisses de la fiscalité) et mettre

« la pression à » à la fois sur les capitalistes et sur l'Etat.

C'est dans ce contexte que nous avons demandé et obtenu lors des négociations, la création d'un Bureau d'Etudes ouvrières (points 22 et 23 du protocole du 4 mars 2009). Ce BEO, sera financé à hauteur de 200 000 euros par l'Etat, le Conseil Régional, le Conseil Général.

Plusieurs réunions au sein du LKP ont permis de définir une orientation, d'adopter un statut et de créer ce Bureau d'Etudes Ouvrières sous forme d'association, loi 1901.

Pour réaliser ses missions, le Bureau d'Etudes Ouvrières procédera selon deux modalités : d'une part un centre de recherche et de documentation composé d'administratifs et de chercheurs et d'autre part un centre de contrôle et d'investigation avec des équipes désignées par les syndicats et les associations de consommateurs.

Les résultats des recherches seront mis à la disposition de l'Etat, des collectivités locales de la Guadeloupe et du tout public.

Le LKP fera le maximum pour que le BEO soit opérationnel dès la mi-septembre. Nous ferons faire preuve d'imagination et d'audace, car là encore, nous n'avons pas de modèle.

II - OBJET :

Extrait des statuts du Bureau d'Etudes Ouvrières (JO du 8 août 2009)

Il est constitué, entre les organisations syndicales ouvrières et les associations de consommateurs agréées, une association déclarée, régie par la loi de 1901, et qui a pour objet de répondre aux besoins des organisations syndicales et des Associations de consommateurs dans le domaine des recherches statistiques, économiques et de défense des consommateurs

L'association exerce ses activités en étroite collaboration avec les organisations syndicales ouvrières et les associations de consommateurs. Pour réaliser ses missions, le Bureau d'Etudes Ouvrières procédera selon deux modalités : d'une part un centre de recherche et de documentation composé d'administratifs et de chercheurs et d'autre part un centre de contrôle et d'investigation avec des équipes désignées par les syndicats et les associations de consommateurs.

Les résultats des recherches sont mis à la disposition de l'Etat, des collectivités locales de la Guadeloupe et du tout public

[1] **Alain Plaisir** :
Secrétaire général de la CTU,
Membre du LKP,
Auteur de "L'octroi de mer, De la colonisation française à l'union Européenne" & de "Conquête du marché intérieur".